

ÉDUCATION

Enseignant, un métier en voie de disparition ?

Postes de profs cherchent candidats. L'antienne est maintenant connue et touche tout particulièrement certaines matières : les maths en tête, mais aussi lettres modernes ou anglais. Nouveauté, le professorat des écoles serait aussi touché : un épisode récent a interpellé. Le seuil d'admission au dernier concours de professeur des écoles était de 7/20 de moyenne à Lille et même de 4,17 dans celle de Créteil. Faut-il paniquer ? Se dire que nos enfants vont bientôt se retrouver sans enseignants ? Voir devant des professeurs plus cancrès qu'eux ? Il existe un sérieux problème de recrutement. Mais la réponse est heureusement plus compliquée.

PAR LAURENT DECOTTE
region@lavoxdunord.fr
PHOTO MAX ROSEREAU

La bombe a explosé fin avril. Au moins un admis au dernier concours de professeur des écoles (instituteurs) l'a été à 7 (1) de moyenne à Lille. Et à 4,17 dans l'académie de Créteil. Si bien que dans notre région, 64 postes n'ont pas été pourvus. Le jury préférerait ne pas recruter plutôt que baisser encore cette moyenne d'admission. La FSU, l'un des deux principaux syndicats de l'enseignement, confirme une désaffection pour le métier et donne plusieurs explications (lire ci-après). Mais il n'hésite pas aussi à incriminer des jurys peut-être trop sévères.

Directeur de l'ESPE régionale (l'École supérieure de professorat et d'enseignement, qui remplace les IUFM), Patrick Pelayo relativise néanmoins ces chiffres inquiétants : « On était cette année dans une situation très particulière. En 2013, il y a eu deux concours. Dont celui dont on parle ici, qui était exceptionnel : des candidats admissibles (mais recalés) en juin dernier et qui repassaient leur admission en avril 2014. Au total des deux sessions, il y a eu plus de candidats mais, conformément à l'engagement de François Hollande de créer 60 000 postes en cinq ans, bien plus de places encore. D'où ces moyennes basses. Mais cette année, ceci est rentré dans l'ordre. Je suis persuadé que les résultats au concours 2014, que les candidats viennent de passer, ne connaîtront pas le même phénomène. Parce qu'il y a moins de postes, mais aussi plus de candidats. » Avancé : « À la rentrée 2013, nous avons enregistré une hausse du nombre d'inscrits à l'ESPE de 30 %. Pour le cursus professeur des écoles, mais aussi dans toutes les matières, y compris mathématiques, où la pénurie de candidats est la plus forte. » ■

► 1. Chiffres tirés de forums des enseignants du primaire. Le ministre ne livre pas ces données, mais n'a pas infirmé. Le directeur de l'ESPE régionale rajoute aussi à partir de ces chiffres qu'il ne conteste donc pas.



Devenir prof, une vocation ? Plus sûr, à en croire le faible nombre de candidats aux concours, notamment en mathématiques.

Futurs profs, futurs cancrès ?

Avec des professeurs du primaire recrutés à 7 de moyenne, nos enfants seront bientôt instruits par des cancrès ! La conclusion est tentante, mais si ce n'est la réflexion de Patrick Pelayo qui insiste sur le caractère exceptionnel de cette session de concours et estime que cela ne se reproduira plus (lire plus haut), une autre approche, plus historique celle-là, appelle aussi à relativiser. Non, les professeurs des écoles recrutés depuis 2010 à bac + 5 n'ont pas à pâlir d'admiration intellectuelle devant les instituteurs d'antan. Entre 1879 et 1940, il fallait un certificat d'études primaires ou brevet élémentaire. Bref, avoir terminé ses études primaires avant de suivre trois ans de for-

mation. À partir de 1945, ils étaient recrutés en classe de 3^e avant d'être placés dans un cursus spécial en 4 ans. Bref, des profs de niveau bac. De 1969 à 1991, il fallait d'abord passer le bac, puis suivre une formation de deux ans. Et ce dans une période où le bac était devenu un diplôme largement répandu et où d'autres secteurs de recrutement étaient devenus plus sélectifs. Enfin, de 1992 à 2009, les enseignants étaient recrutés au niveau bac + 3. En 2011, première année où il a fallu un bac + 5 pour se présenter au concours, le taux de réussite au regard du nombre d'inscrits était de 8 %. Soit moins qu'en première année de médecine (15 %). ■ L. D.

ZOOM

Et dans le privé ?

D'après le rapport de l'inspection générale de l'éducation rendu en juillet 2013, « l'enseignement catholique ne connaît pas, pour le moment, la même pénurie de recrutement à l'issue des concours ». Déjà, de longue date, en mathématiques notamment, afin de pourvoir tous les postes, davantage sont ouverts au concours du CAFET (équivalent du CAPES). Par exemple 120 pour en obtenir 100. Cela étant, « le nombre de présents par poste, qui était de 5 au CAFEP de 2008 dans les concours du second degré, n'est plus que de 3 depuis 2010-2011. La mastérisation a marqué une rupture très nette. Le recrutement de suppléants connaît un début de pénurie, notamment en mathématiques, anglais et allemand ». ■

Les raisons d'une pénurie

Prof, moi jamais. Encore une fois, ne nous arrêtons pas à ces chiffres inquiétants de professeurs des écoles recrutés à partir de 7 de moyenne. Le directeur de l'ESPE l'assure : ça ne se reproduira plus. Et d'après lui, dans toutes les matières, on remonte la pente. Mais il n'empêche que la désaffection qui touche de longue date le métier ne sera pas compensée demain par les 30 % d'inscrits supplémentaires à l'ESPE à la rentrée. Et pourtant, ce devrait être un jeu d'enfant : chômage paroxystique, marché de l'emploi précarisé. On devrait se taper dessus à coups de règle en fer pour

exercer le métier sécurisé d'enseignant. Eh bien non. Entre 2005 et 2012, le nombre de candidats au CAPES a été divisé par trois, avec des matières particulièrement concernées comme les maths, les lettres, l'anglais ou l'allemand.

« Dans le temps, on avait quand même des étudiants qui voulaient devenir enseignants. Maintenant plus du tout. Ou presque, résume Volker Mayer, res-

ponsable du master enseignement parcours mathématiques. Depuis un an, ça revient un peu. On est 30, au lieu de 25 l'an dernier. Les étudiants réalisent l'opportunité : si on est un peu motivé, il n'y a aucune raison de ne pas décrocher le concours. L'écrit au moins, l'oral est un peu plus compliqué. » Pour lui, la nécessité du bac + 5 en a découragé beaucoup. Tentés alors par des carrières d'ingénieurs où ils sont payés « pas loin du double ». La concurrence du privé dans les matières scientifiques est rude. La FSU pointe globalement la question des salaires : « Un enseignant commence juste au-dessus du SMIC contre deux fois le salaire minimum en 1981 », s'insurge Yves-Marie Jadet. Tous – enseignants, étudiants et universitaires – mettent à l'index la dégradation de l'image du métier pendant les années Sarkozy. Une période de suppressions de postes. M. Mayer : « Et ce n'est pas évident de s'engager dans un métier pas simple pour au final passer pour un fainéant. » ■ L. D.

« Si on est un peu motivé, il n'y a aucune raison de ne pas avoir le concours. »

Quelles solutions ?

Que faire ? Depuis l'élection de François Hollande, le sujet a été pris au sérieux. Une campagne de communication a été lancée et un rapport commandé à des hauts fonctionnaires, rendu mi-2013. Plusieurs solutions émergent. La première liée au prérecrutement, comme cela a existé il y a plusieurs dizaines d'années. Principe : être rémunéré pendant sa

répétition de l'étude contre un engagement à exercer le métier. L'« emploi d'avenir professeur » mis en place en épouse un peu la philosophie, mais sans engagement à la clé.

Autre piste avancée par Patrick Pelayo, directeur de l'ESPE : « Penser la reconversion des étudiants engagés en master d'enseignement qui échoueraient au concours. » Avec la réintroduction d'une vraie formation en alternance entre théorie et pratique et ce à 50/50 à compter de cette rentrée, le directeur espère aussi rasséréner les étu-

dians qui craignaient de n'être pas (ou pas assez) formés. Le rapport propose aussi des choses simples comme donner le nombre de postes ouverts au concours à cinq ans. Mais aussi « élargir le vivier », soit considérer sous certaines conditions qu'un doctorat ou l'obtention d'un concours de grande école puisse avoir valeur d'admissibilité au CAPES. Plus révolutionnaire, il met sur la table « la bivalence » (par exemple prof de maths et physique) ou la régionalisation de l'affectation dans le second degré. Catherine Pieuch de la FSU s'insurge contre de telles propositions et, outre une revalorisation salariale, réclame de meilleures conditions de travail. Principal levier, selon elle, pour que les enseignants se sentent mieux, que la violence scolaire ou d'autres difficultés diminuent. Cela se saura et ainsi le métier pourra-t-il redevenir attractif. ■ L. D.

« Penser la reconversion de ceux qui échoueraient au concours. »

Pourquoi ils ont renoncé

Devenir prof était leur rêve, ou tout le moins un projet. Qu'ils ont abandonné. Répondant à notre appel à témoigner via Facebook, ils expliquent pourquoi. Chacun ses raisons, chacune éclairante sur la désaffection actuelle pour le métier d'enseignant.

« Mieux payé maintenant »

JEFFREY RICHÉ

« Lorsque je me suis inscrit à l'université, je voulais devenir professeur de sciences de la vie et de la terre. J'ai donc suivi le parcours enseignement de Lille I. Pendant ce temps, le gouvernement de l'époque supprimait de nombreux postes de fonctionnaires et les enseignants étaient lourdement touchés. De plus, la réforme de la formation des maîtres et la suppression des IUFM annoncée m'a fait baisser les bras et m'a poussé à me réorienter (ce que je ne regrette pas car j'ai désormais un travail mieux payé finalement). En parallèle, un stage dans un collège de la métropole dit "calme, hors ZEP" m'a montré que ce n'était pas de tout repos, car trois conseils de discipline en quatre mois ça fait beaucoup. Alors imaginez durant 40 ans. » ■

« Master, c'est trop »

CYNTHIA LERICQUE

« J'étais en licence de lettres modernes lorsque les IUFM ont fermé au profit du master (bac + 5). Pour moi, il n'était pas question de continuer vers ce master indispensable en plus du concours. Avant, on était rémunéré à partir de la licence (bac + 3), plus là. Et je ne pouvais pas me permettre d'étudier sans revenus (je ne percevais aucune aide...). Je me suis donc réorientée vers un BTS assistant de gestion PME PMI en alternance (donc avec salaire), puis une licence pro (toujours en alternance). Autre problème, si on n'a pas le concours, le master enseignement ne vaut rien sur le marché du travail. J'ai donc abandonné mon rêve d'être maîtresse d'école pour un poste de technicien en banque où j'enchaîne les CDD. » ■

« Enfants livrés à eux-mêmes »

MÉLANIE BILLOIR

« J'avais commencé un master pour devenir prof des écoles en 2010. Ce qui m'a fait renoncer, ce sont les stages : j'y ai vu des classes surchargées, avec plusieurs niveaux. Les instituteurs doivent jongler entre les différents niveaux et sont contraints, malgré eux, de laisser les élèves en autonomie la plupart du temps. Les enfants en difficulté n'ont aucune chance. Ils sont livrés à eux-mêmes. C'était tout sauf l'idée que je me faisais du métier. J'ai donc changé de voie. » ■

« Élèves complètement agités »

JOHANNA SWEENEY

« J'ai eu l'occasion d'être professeur d'économie-droit vacataire en lycée technologique. Plus jamais ! J'ai quitté le poste sans aucun regret. Élèves complètement agités, aucun intérêt pour le cours que je prenais le temps de préparer. De vrais bébés à mater (en terminale !) et surtout de la violence (coup de règle en métal dans le dos). En plus, une absence totale de soutien du proviseur de l'époque qui a préféré croire ses chérubins adorés plutôt que moi, professeur avec un master II en droit, concernant la violence. Pourquoi rester ? Je préfère retrouver mes étudiants en université, respectueux et volontaires. » ■